



Déclaration FSU

CSA de proximité académique Bordeaux – 24 mars 2026

Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CSA académique,

Le monde semble courir à sa perte dans une conflictualisation et une mondialisation croissantes et la France se clive chaque jour davantage. Dans le chaos ambiant, la FSU est convaincue que l'éducation est un vecteur puissant pour faire des élèves que nous accueillons des citoyens et des citoyennes éclairé-es, émancipé-es, capables de discernement face au déferlement de contenus toujours plus soumis à caution à l'ère de la post vérité et du développement exponentiel des IA génératives.

Les élèves font face aux difficultés multiples du monde dans lequel nous vivons. De nombreuses familles sont broyées, d'une façon ou d'une autre, par le libéralisme, qu'elles soient confrontées à des difficultés sociales ou soumises au rythme effréné imposé par le travail. Les conflits, le risque climatique, sont sources d'angoisses. Des évaluations nationales qui classent dans des catégories dès l'école élémentaire à la concurrence érigée en système par parcoursup, la pression sur les résultats est quasi continue. Des parents, dans une société qui préfère chercher les responsabilités à l'aune des individus en médicalisant les difficultés plutôt que de mettre en question son propre fonctionnement et les conséquences de celui-ci, veulent étayer leur enfant, font établir des diagnostics, dans l'espoir que la reconnaissance d'un « besoin particulier » lui permettra de tirer son épingle du jeu. Peut-on leur en vouloir ?

Pour la FSU, l'ambition pour l'école passe par des moyens pour la prise en charge de l'ensemble des élèves par les enseignant-es dans la classe, et avec des effectifs permettant de remplir réellement les missions et de répondre aux objectifs de l'école inclusive : faire acquérir des connaissances disciplinaires solides, développer l'esprit critique, réassurer, vivre ensemble. C'est ce que les professeur-es ont à cœur et qu'elles et ils ont trop souvent le sentiment de ne plus pouvoir faire, victimes de la perte de sens de leur métier. Nous le redisons, la baisse démographique est une opportunité pour réduire les effectifs dans les classes de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire, la seule qui accueille toutes et tous les élèves sans distinction et ne vise pas l'entre soi.

Les choix budgétaires opérés ne sont pas ceux-là. Nous continuons à le dénoncer. Avec 131 ETP retirés dans le second degré conduisant à 91 suppressions de postes dont de nombreuses mesures de carte scolaire, contestées dans de nombreux CA par un vote contre majoritaire, le ministère maltraite les élèves et les personnels. Les fermetures de divisions et les diminutions des dotations vont dégrader les conditions d'enseignements dans le second degré dans nombre d'établissements. Les mesures de carte scolaire, les nombreux compléments de service, auront un impact considérable sur la vie professionnelle et personnelle de beaucoup de nos collègues. Le département de la Dordogne est à nouveau particulièrement touché par les coupes budgétaires et la recherche d'économies partout où elles sont possibles. Le sort initialement fait au lycée Maine de Biran à Bergerac est emblématique : une trentaine d'élèves de moins conduisant à 5 divisions fermées, 5 postes supprimés, 8 compléments de service ! Il a fallu la mobilisation exemplaire des collègues pour

un léger abondement des moyens en lien avec la prise en compte de situations RH complexes et qui ne satisfait pas les personnels. Enseigner à 35 élèves, se voir privé-e de dédoublements est un défi quotidien. Les parents d'élèves au côté des enseignant.es dénoncent ces dégradations et se mobilisent, bien conscients de l'impact qu'elles auront sur les apprentissages de leurs enfants.

La FSU s'inquiète des risques de blocage du mouvement dans certains départements et certaines disciplines. Par ailleurs, Si certaines DASEN sont parvenues à ne pas supprimer les postes à la hauteur du retrait des ETP attendu, la diminution des heures postes dans les collèges et les lycées aura un impact sur les TZR, réduisant le volume et le nombre de BMP. Les MCS risquent également de faire grossir le nombre de TZR, amenant à une situation avec très peu d'offre et beaucoup de demandes, certain.es restant sans affectation dans leurs établissements de rattachement, astreint-es à un travail de figuration, bien loin des raisons pour lesquels iels sont entré-es dans la profession.

Quant aux contractuel·les certain.es risquent de se voir proposer des contrats avec de faibles quotités, voire d'être remercié-es faute de support d'affectation. Enfin, les effets pervers de l'augmentation du volume d'HSA en proportion des heures postes continuent de se faire sentir dans les établissements, entraînant des compléments de service malgré des heures à effectuer dans la discipline et beaucoup de collègues se laissent imposer les heures de réduction de service comme une troisième HSA imposable ce qui n'est réglementairement pas acceptable.

Du point de vue du dialogue social, les représentant-es élu·es en CSASD en Lot-et-Garonne sont préoccupé-es par leurs sollicitations laissées sans réponse, qu'il s'agisse de situations qu'elles ou ils signalent ou de documents qui ne sont pas transmis, contrairement à la pratique dans d'autres départements de l'académie. Une évolution est nécessaire pour permettre que leur rôle de représentant-es soit respecté.

L'ambition pour l'école doit aussi pallier le manque de moyens en personnels d'éducation et de surveillance ce qui a pour conséquences des conditions de travail et un climat scolaire dégradés dans de nombreux établissements de l'académie. On compte notamment 20 EPLE de plus de 600 élèves avec un-e seul CPE, 11 sans CPE du tout et, malgré leurs faibles effectifs, il est important de rappeler que seul-es les CPE ont les compétences pour exercer les missions qui sont les leurs et dont les élèves ont besoin. 130 établissements ont un déficit d'au moins un demi poste d'AED ce qui pèse sur l'organisation des vies scolaires concernées. Il y a besoin d'adultes dans nos collèges et nos lycées et de la vigilance qu'ils peuvent avoir sur des situations d'élèves fragiles. Il est urgent que le Ministère prenne la mesure des besoins éducatifs de la jeunesse, indissociablement liés à leur réussite scolaire.

Il en va de même pour les ouvertures des dispositifs que sont les ULIS et UPE2A. Certes, notre académie se montre volontariste en la matière mais le monde actuel, qu'il s'agisse de ses évolutions sociétales, économiques ou encore des conflits, fait que ces ouvertures ne parviennent pas à ce que l'école inclusive atteigne pleinement ses objectifs. Il ne nous appartient pas de juger de la validité des notifications accordées par les MDPH mais nous faisons le constat que les AESH sont en nombre insuffisant et que la création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B doit leur permettre de sortir enfin de la précarité. Nous faisons aussi le constat que 100% des ULIS de Gironde dans le second degré dépasseraient à la rentrée le seuil préconisé de 10 élèves ! Ces dispositifs ne peuvent ni ne doivent pallier le manque de places en établissements spécialisés. En effet nombre d'élèves avec notifications mais non pris-es en charge, sont scolarisé-es en ULIS ou en classe ordinaire. Les équipes sont souvent mises en difficulté par ces élèves en souffrance qui font malheureusement fréquemment l'objet de conseils de discipline multiples conduisant à des déscolarisations. La dispersion des élèves allophones arrivant sur le territoire rend leur prise en charge complexe et laisse souvent les personnels démunis. L'ouverture, depuis plusieurs années, d'UPE2A itinérantes, tente de répondre à cette difficulté mais risque de ne pas être à la hauteur des besoins. Les difficultés sont encore plus criantes au lycée où ces élèves se heurtent aux épreuves d'examens pour lesquelles aucun aménagement n'est prévu, la non maîtrise de la langue n'étant pas considérée comme un handicap.

La FSU se félicite de la création de 3 postes infirmiers et de 4 postes d'assistants de service social dans l'académie. C'est encore trop peu au vu des besoins mais c'est une première étape. De façon générale, les moyens sont insuffisants, qu'il s'agisse de postes de personnels de direction, de personnels ATSS, de personnels d'éducation ou de surveillance. Nous dénonçons les redéploiements ou les blocages de poste qui sont trop souvent la solution, déshabillant Pierre pour habiller Paul. La FSU ne se satisfait pas de critères de répartition qui laissent trop souvent de côté des pans entiers de ce qui fait la complexité de l'exercice des métiers et des missions et demande des équipes pluriprofessionnelles complètes dans l'ensemble des établissements. Les PsyEn EDA et EDO, les enseignant-es spécialisé-es en charge des RASED doivent avoir un secteur d'intervention raisonnable pour leur permettre d'accompagner au mieux les élèves qui en ont besoin.

L'éducation nationale a un besoin urgent de moyens. Cela doit se traduire par l'ouverture de postes dans l'ensemble des corps concernés pour faire face à toutes les difficultés auxquelles l'école est confrontée et pour une meilleure prise en charge des élèves. Cela doit se traduire aussi par une revalorisation sans condition, des mesures sur les carrières, pour endiguer le déclassement salarial et redonner de l'attractivité à nos métiers. La FSU appelle donc les personnels à participer à la semaine d'action intersyndicale au cours de la semaine du 30 mars au 3 avril pour faire entendre leurs revendications, en particulier à l'occasion de la journée de grève du 31 mars.